Le sommet Finance en Commun p04
Une force au service du progrès social p13
Les défis relevés en 2020 p20

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Info

MAGAZINE TRIMESTRIEL DE LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE #1 2021



Coup de projecteur sur...

Renforcer la résilience au changement climatique

p14

La CEB prête à soutenir les programmes de vaccination contre le COVID

p03

Chère lectrice, cher lecteur



Je vous présente mes meilleurs vœux pour la nouvelle année. Que 2021 apporte à chacun santé et sérénité.

La pandémie de coronavirus a provoqué des pertes tragiques en vies humaines et des perturbations majeures dans les économies et les sociétés du monde entier au cours de l'année écoulée. La CEB a démontré sa résilience, sa capacité d'adaptation et sa volonté de soutenir ses pays membres en ces temps difficiles. Dans ce numéro de CEB **Info**, vous trouverez un aperçu des activités de la CEB en 2020, dont notre réponse "souple, rapide et ciblée" aux nombreux défis posés par la pandémie.

L'arrivée des vaccins contre le COVID-19 au début de cette année, nous offre désormais la possibilité de sortir de cette crise sans précédent. Toutefois, l'organisation de programmes de vaccination à l'échelle des pays pose sans aucun doute d'immenses défis administratifs et logistiques à tous les niveaux de gouvernance. Dans le prolongement de notre soutien financier en réponse au COVID-19 l'an passé, la CEB est de nouveau prête à fournir des financements sous forme de prêts pour l'achat de vaccins et la mise en place des infrastructures médicales et de santé nécessaires.

Vous trouverez également des informations sur le sommet Finance en Commun, qui s'est tenu en ligne dans le cadre du Forum de Paris sur la paix, auquel la CEB a participé en organisant l'événement de haut niveau " Investissement social pour les personnes, la planète et la prospérité ".

Pour l'avenir, la CEB poursuivra et intensifiera le travail engagé l'année dernière pour aider à atténuer les effets de la pandémie, en contribuant à la mise en place d'infrastructures sociales inclusives, résilientes et durables. Nous poursuivrons également l'émission très réussie d'obligations sociales, un marché d'une importance croissante, tout en consolidant et en élargissant nos partenariats avec un large éventail d'acteurs du développement social.

Restez à l'écoute des futures publications de la CEB pour suivre le développement de ces initiatives et d'autres encore. Entre-temps, prenez bien soin de vous.



Rolf Wenzel
Gouverneur, CEB

Sommaire



ARTICLE PRINCIPAL

Unir nos forces
Retour sur le premier sommet Finance en Commun qui a réuni 450 banques publiques de développement.
p04-09

Un champion pour le changement
Lamia Kamal-Chaoui sur le rôle vital des collectivités territoriales dans la construction d'un avenir durable.
p10-12

Une force pour le progrès social
Snežana Samardžić-Marković sur le Prix de la CEB pour la cohésion sociale.
p13

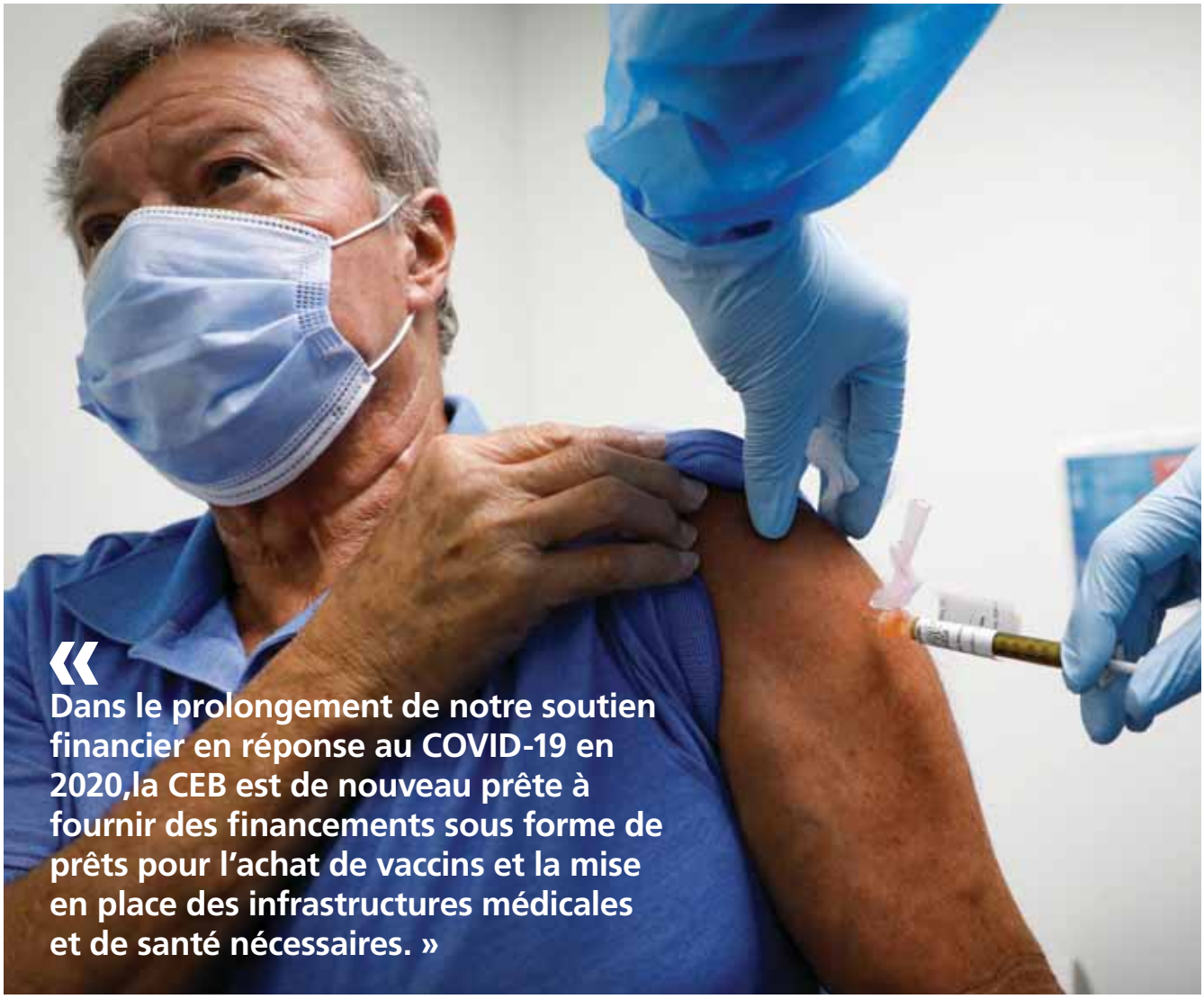
Renforcer la résilience climatique
Comment un ambitieux programme d'infrastructures en Pologne, partiellement financé par la CEB, protège des millions de personnes.
p14-17

Avancer, progresser
Jun Dumolard sur la façon dont l'Unédic a répondu à la crise du COVID-19.
p18-19

Relever les défis de 2020
Le bilan des réalisations de la Banque et de ses équipes au cours d'une année sans précédent.
p20-23

Actualités, événements et publications
Les dernières nouvelles de la Banque.
p24-25

L'infographie
Gros plan sur les prêts approuvés par la CEB en 2020.
p26-27





Info **est un magazine de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), réalisé avec l'aide de Blackwood : weareblackwood.com**

CEB

Rédacteur en chef : Jelica Vesic
Conseiller : Jérôme Halb
Comité éditorial : Letizia Bertrand; Isabelle Brun; Katherine Delikoura; Konstantin Doulamis; Tony Fernández Arias; Jacques Mirante-Péré; Lana Paukovic; Anne Schifflers; Elif Timur; Arnaud Violette
Présidente : Rosa María Sánchez-Yebra Alonso
e-mail: info@coebank.org

ISSN: 2707-0778 (Online) 2707-076X (Print)

Blackwood

Éditeur : Sally Motson
Directeur artistique : Andy Ritchie

Crédit photos : Toutes les images sont la propriété du titulaire du droit d'auteur individuel, sauf indication contraire. Reproduit par la CEB de bonne foi.
Imprimé sur du papier FSC.

POUR EN SAVOIR PLUS **https://coebank.org**

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55 avenue Kléber
FR-75116 PARIS
Tel: +33 (0)1 47 55 55 00
Fax: +33 (0)1 47 55 03 38
www.coebank.org

À propos de la CEB

Fondée en 1956, la CEB (Banque de Développement du Conseil de l'Europe) compte 42 États membres. En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation. Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissement financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son statut.



Emmanuel Macron, Président de la République française.

« **Construire un avenir meilleur, aujourd'hui plus que jamais, nécessite des investissements sociaux durables et des investissements dans les infrastructures sociales. »**

Rolf Wenzel, Gouverneur de la CEB

Finance in Common

Unir nos forces pour un monde meilleur

Le sommet Finance en Commun (FIC) s'est déroulé en ligne les 11 et 12 novembre, sous les auspices du Forum de Paris sur la paix. Ce sommet est le premier du genre à rassembler plus de 450 banques publiques de développement (BPD) et vise à former une coalition mondiale d'institutions financières qui s'emploient à rendre les investissements plus durables, tout en apportant des solutions aux problèmes climatiques et en luttant contre les inégalités sociales.

Le sommet Finance en Commun a été organisé par l'Agence française de développement (AFD) sous le patronage du Président français Emmanuel Macron et avec la participation du Secrétaire Général des Nations unies António Guterres. D'autres chefs d'État et de gouvernement et dirigeants d'organisations internationales, ainsi que des dignitaires de haut niveau, étaient également présents, notamment Justin Trudeau, Premier ministre du Canada, le Dr xxx Tedros, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et Jutta Urpilainen, Commissaire européenne chargée des partenariats internationaux.

Renforcer la visibilité de la CEB

La CEB a été un partenaire de premier plan du sommet Finance en Commun, qui a ainsi offert à la Banque une plate-forme éminente pour mettre en évidence le rôle important qu'elle peut jouer avec d'autres BPD. La Banque était représentée par la Vice-Gouverneur Rosa Maria Sánchez-Yebra Alonso, qui a participé à une séance plénière sur le thème "Comment tirer le meilleur parti des banques publiques de développement". La Vice-Gouverneur Sánchez-Yebra Alonso a également dirigé un événement de haut niveau (l'un des dix du sommet) intitulé "L'investissement social pour les personnes, la planète et la prospérité".

Résumé de la session

'Investissement social pour les personnes, la planète et la prospérité'

La pandémie de COVID-19 a révélé la vulnérabilité de nos sociétés face aux effets conjugués des inégalités croissantes, de la dégradation de l'environnement et du changement climatique. Toutefois, l'investissement social peut renforcer la résilience de la société en bénéficiant à l'économie, l'emploi, l'inclusion sociale et l'environnement.

Président de séance :

Shada Islam, Directrice générale du projet "Nouveaux horizons

Intervenants :

Rosa María Sánchez-Yebra Alonso, Vice-Gouverneur, CEB ; Lamia Kamal-Chaoui, Directrice du Centre pour l'entreprenariat, les PME, les régions et les villes, à l'OCDE ; Agnes Soucat, Directrice des systèmes de santé, de la gouvernance et du financement, OMS ; et David Miller, Directeur de la diplomatie internationale, C40 et ancien maire de Toronto.

Notes de séance

Les intervenants ont noté que le sous-investissement chronique dans les infrastructures sociales a affaibli la résilience de nos sociétés et miné la cohésion sociale, et souligné la nécessité de placer l'investissement social au centre des efforts de relance durable.

« Investir dans la santé, c'est prévenir le risque de conséquences économiques massives. Il nous manque encore un cadre cohérent pour remédier aux défaillances du marché concernant les systèmes de santé : nous avons besoin de réglementation, de communication, de coordination et d'investissements », a déclaré Agnes Soucat.

Importance de l'action locale

Lamia Kamal-Chaoui a souligné le rôle essentiel que les autorités infranationales jouent dans l'investissement dans les infrastructures sociales, ainsi que l'importance de la collaboration pour déterminer quels projets devraient être construits aux niveaux régional et local en vue de soutenir une reprise économique inclusive. « C'est en allant vers l'échelon local que nous pouvons concevoir des investissements stratégiques et améliorer les conditions de vie », a-t-elle ajouté.

Ce message a été repris par David Miller : « Si nous investissons rapidement dans les infrastructures sociales, les bénéfices seront importants : emplois, vies sauvées, économies de coûts de santé et prévention de la crise climatique ».

La Vice-Gouverneur Sánchez-Yebra Alonso a mis l'accent sur l'expérience de la CEB en matière de financement d'infrastructures sociales à fort impact, en particulier à l'échelon local. Elle a souligné que les banques publiques de développement peuvent jouer un rôle clé dans le soutien à la planification intégrée et à l'investissement. Cela permettrait d'atteindre de multiples objectifs et de renforcer la résilience face à un large éventail de risques et de chocs.

« S'ils sont correctement conçus et mis en œuvre, les investissements dans les infrastructures sociales peuvent répondre simultanément à des objectifs sociaux, environnementaux et économiques. Pour mieux reconstruire après le COVID-19, et pour réaliser l'Agenda 2030, nous devons promouvoir l'investissement social pour les personnes, la planète et la prospérité », a déclaré la Vice-Gouverneur.

Comment tirer le meilleur parti des banques publiques de développement

Dans son intervention, la Vice-Gouverneur Sánchez-Yebra Alonso a examiné le rôle des BPD en tant que catalyseurs de l'investissement transformationnel.

Au cours de la pandémie, la CEB et l'ensemble des BPD ont montré leur capacité de réaction et de mobilisation de fonds face à l'urgence. Cependant, nous pouvons également apporter notre soutien sur la voie d'une reprise inclusive et durable. Les BPD devraient agir comme des catalyseurs de changement et d'investissement impactant - en s'efforçant d'établir un modèle de développement axé sur la santé et le bien-être des individus, l'inclusion sociale et la préservation de la planète.

Mandats

Les ODD des Nations unies constituent la feuille de route du développement durable et devraient être intégrés dans les cadres stratégiques et opérationnels des BPD. Celles-ci doivent, elles-mêmes, donner la priorité aux projets qui ont des effets sociaux et environnementaux manifestes sur le développement.

La CEB a identifié dix ODD clés qui sont les plus pertinents pour son mandat et les a incorporés dans son activité opérationnelle, ce qui nous permet d'évaluer les progrès accomplis dans leur réalisation. En tant que telles, les BPD ont la responsabilité et la capacité de fixer les normes relatives aux objectifs mondiaux et d'ouvrir la voie au secteur privé pour qu'il suive le mouvement.

Mobiliser les instruments publics

Les BPD permettent aux gouvernements et aux administrations d'utiliser efficacement les ressources publiques, en les orientant vers ceux qui en ont le plus besoin. Ce sont des spécialistes de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des projets, et elles ont l'habitude de combiner financement et assistance technique pour tirer le meilleur parti des fonds publics. Nous évaluons également l'impact complet des projets que nous finançons, en garantissant le meilleur rendement social des investissements publics.

Les BPD ont été les premières à proposer des solutions financières innovantes, notamment un marché financier durable, avec l'émission d'obligations à impact selon différentes modalités, à savoir : obligations vertes, sociales, durables. La pandémie a du reste alimenté une flambée d'obligations sociales. La CEB a été l'un des premiers émetteurs d'obligations sociales et nous estimons toujours qu'elles constituent un moyen très efficace d'attirer des investisseurs privés pour financer des projets à haute valeur sociale.

Soutien infranational

Alors que les services publics essentiels sont décentralisés dans de nombreux pays avec un accès des municipalités aux marchés de capitaux plus limité, les BPD interviennent à l'échelon local pour répondre aux besoins de financement.

Les BPD peuvent également soutenir les autorités et organisations infranationales en leur offrant une assistance technique et en mettant en œuvre des approches fondée sur les meilleures pratiques entre projets - ce qui contribue ainsi à construire des villes et des communautés plus résilientes, plus inclusives et plus durables.



« Les BPD ont le potentiel pour devenir des acteurs clés dans la nouvelle équation mondiale vers une transition verte et la réalisation des ODD. »

Rosa María Sánchez-Yebra Alonso,
Vice-Gouverneur, CEB

En un coup d'œil Sommet Finance en Commun

- **25** événements
- **200** intervenants
- **10 000** participants

Banques publiques de développement

- **450** BPD locales, nationales et régionales dans le monde
- **2 300 milliards de dollars** ad'investissements annuels
- **10%** du total des investissements annuels dans le monde



« Nos banques publiques se proposent aujourd'hui de contribuer à lancer une nouvelle étape dans le développement de nos sociétés. Nos banques proposent de relier et de concilier, comme jamais auparavant, les échelles de l'espace, du temps et la cohérence d'une action en faveur du développement durable, en insistant sur notre devoir de solidarité et de souci des plus pauvres dans le monde, comme dans chacune de nos sociétés. »

Emmanuel Macron, Président de la République française



Participants au Forum de la paix de Paris 2019.

Réinventer la coopération



Justin Vaïsse, Directeur général du Forum de Paris pour la paix (FPP), évoque les réalisations du Forum en 2020 et son rôle dans la gouvernance mondiale.

Le Forum est une plateforme unique qui rassemble tous les acteurs de la gouvernance mondiale pour concevoir des initiatives concrètes et réinventer la coopération contemporaine. Face à l'ampleur des défis qui nous attendent en 2020, le Forum a consacré sa troisième édition à des projets et initiatives du monde entier visant à apporter des réponses immédiates à la crise du coronavirus et à préparer un monde meilleur après le COVID-19.

Plus de 50 chefs d'État et d'organisations internationales ont participé à la cérémonie officielle autour du Président français Emmanuel Macron pour œuvrer à une réponse collective face à la pandémie. Parmi eux figuraient la Directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, le Président sénégalais, Macky Sall, et Charles Michel, Président du Conseil européen.

Les travaux du Forum en 2020 ont permis trois avancées majeures.

1. Le sommet "Finance en Commun" lui-même, qui rassemble 450 banques publiques de développement dont les fonds représentent plus de 10 % des investissements mondiaux. Le sommet a débouché sur la signature d'une déclaration visant à aligner leurs investissements sur les ODD et les objectifs climatiques.

2. Une coalition d'États, d'organisations internationales et de fondations (Fondation Bill & Melinda Gates, France, Espagne, Commission européenne et autres acteurs) a annoncé une contribution de 500 millions de dollars US pour ACT-A, l'accélérateur de vaccins, tests et thérapies contre le COVID-19.

3. Les dirigeants des Nations unies, du FMI, de l'Allemagne, de la France, du Sénégal et de l'UE ont engagé une conversation globale sur les principes qui guideront la reprise mondiale. Cette discussion a ouvert la voie à un nouveau consensus international - le "*consensus de Paris*" - pour un paradigme plus juste et plus résilient afin de définir les principes d'un monde post-COVID-19.

Or, notre travail ne s'arrête pas là. Le Forum est un événement, mais il est aussi un opérateur de la gouvernance mondiale pendant toute une année. Ce second rôle consiste à soutenir des projets et à incuber ou assister des initiatives multi-acteurs.

Chaque année depuis 2018, le Forum sélectionne dix projets lauréats parmi les 100 présentés lors de l'événement. Pendant au moins un an, les dix équipes de projet bénéficient du soutien du *Scale-Up Committee*, un groupe de mentors de haut niveau.

Le Forum constitue également une rampe de lancement efficace et abrite plusieurs initiatives multi-acteurs, telles que l'Appel de Paris, l'Initiative Information & Démocratie, B4IG (*Business for Inclusive Growth*) et d'autres. Si les États restent au centre du système international, l'un des principes fondamentaux du Forum de Paris pour la paix est que le multilatéralisme ne peut être relancé que grâce à l'action concertée d'un ensemble plus large d'acteurs.

Nos activités d'incubation au cours des prochains mois s'appuieront sur nos travaux antérieurs sur les questions prioritaires de la gouvernance mondiale telles que la santé mondiale, les droits numériques mais aussi l'espace extra-atmosphérique, la géo-ingénierie solaire et d'autres domaines où l'absence de règles et de mécanismes de travail met en danger la paix et la prospérité sur la planète.



« La pandémie de Covid-19 a mis en évidence la nécessité de renforcer les systèmes de santé. Pour faciliter l'investissement dans les infrastructures sociales, en particulier pour les pays à faible et moyen revenu, les institutions se regroupent pour mettre en commun leurs forces respectives. »

Dr Tedros Adhanom, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé



Participants au Forum de la paix de Paris 2019.

Faire progresser l'agenda social

« La réalisation d'une reprise durable et la construction d'une société plus résiliente sont des défis à l'échelle mondiale. »

Isabelle Brun, Responsable du Développement Stratégique et des Thèmes Spéciaux à la CEB



Isabelle Brun, Responsable du Développement Stratégique et des Thèmes Spéciaux à la CEB, examine comment les BPD peuvent travailler ensemble pour forger une société plus résiliente.

L'année écoulée a été un défi pour tous, mais certains ont sans aucun doute été plus touchés que d'autres. Des inégalités subsistent entre et au sein des pays ; parmi les différents segments de la population, entre hommes et femmes. Des crises telles que la pandémie de Covid-19 ne font que les rendre plus saillantes, voire les aggravent.

Beaucoup a été fait pour remédier aux inégalités, mais il faut faire plus et mieux en termes d'investissements de qualité et ciblés, de résultats et d'impact. De plus en plus d'efforts sont consacrés à l'action environnementale et climatique, et ce à juste titre. Mais cela ne doit pas détourner l'attention du domaine social : les deux vont de pair. Le sous-investissement dans les secteurs sociaux doit être traité sans délai si nous voulons bâtir un avenir plus durable et plus résilient. Il est possible de le faire dès maintenant et la coopération est la clé.

La coalition pour l'investissement social

Les investissements sociaux sont bien définis, mais j'aime faire référence au principe fondamental des ODD, qui est de "veiller à ce que tous les êtres humains puissent réaliser leur potentiel dans la dignité et l'égalité, ainsi que dans un environnement sain".

L'investissement dans le capital humain et des investissements dans les infrastructures sociales bien ciblés, conçus et mis en œuvre peuvent simultanément répondre à des objectifs sociaux, environnementaux et économiques en offrant un accès équitable à des services de qualité et abordables, comme à des emplois décents, pour tous.

En tant que banque de développement dotée d'un mandat exclusivement social, la CEB a joué un rôle actif en plaidant en faveur de l'investissement social lors du sommet Finance en Commun. Avec le soutien de l'OMS et de l'Organisation internationale du travail (OIT), la CEB, aux côtés de l'AFD, a appelé les BPD et les autres parties prenantes concernées à unir leurs forces et à soutenir l'agenda social propice à la réalisation des ODD pour une reprise économique durable.

Au-delà de cette déclaration d'intention, les organisations intéressées partageront leurs connaissances et leur expertise, et exploiteront les synergies, afin de dresser la carte des failles et des besoins en matière d'investissement. Elles agiront ensuite pour intégrer des méthodologies éprouvées, des interventions efficaces et une responsabilité accrue, et renforceront la coordination et la coopération dans le domaine des investissements sociaux.

Reconstruire en mieux

La réalisation d'une reprise durable et la construction d'une société plus résiliente sont des défis à l'échelle mondiale. Ils appellent à réduire les inégalités et à renforcer l'intégration, en mettant l'accent sur les groupes vulnérables, tout en s'attaquant au changement climatique et aux enjeux plus larges de la durabilité environnementale. Rejoindre la coalition pour l'investissement social est une façon concrète d'y contribuer activement.

Pour rejoindre la coalition pour l'investissement social ou pour en savoir plus sur son action, veuillez contacter Isabelle Brun (isabelle.brun@coebank.org) ou Virginie Leroy (leroyv@afd.fr)

Prochaines étapes

Les 450 BPD ont signé une déclaration commune ambitieuse comportant une feuille de route concrète, un calendrier et un processus permettant d'obtenir des résultats collectifs à grande échelle. Les signataires modifieront leur stratégie, leurs modèles d'investissement et leurs méthodes de travail pour contribuer à la réalisation des ODD et de l'accord de Paris. La CEB est l'un des signataires de cette déclaration et continuera à travailler avec les parties intéressées pour faire avancer un agenda social et des solutions de relance durable.

La coalition mondiale organisera la deuxième réunion "Finance en Commun" dans le courant de 2021. La CEB est membre du Comité exécutif pour l'organisation du Sommet.



Se faire le champion du changement

Lamia, Kamal-Chaoui, Directrice du Centre de l'OCDE pour l'entreprenariat, les PME, les régions et les villes, parle à Info de l'importance d'investir dans les infrastructures sociales, et comment la collaboration avec les gouvernements infranationaux et les "maires champions" est la seule façon de réduire les inégalités.

Info : **Quel est le rôle de l'investissement social - et de l'investissement dans les infrastructures sociales en particulier - dans la mise en place de la reprise post-COVID-19 ? Quelles leçons la crise COVID-19 nous a-t-elle enseignées dans ce domaine ?**
LK-C : Cette pandémie a révélé un grand nombre de nos faiblesses en tant que société. Elle a mis en évidence les faiblesses de nos infrastructures sanitaires qui, dans de nombreux pays, ont eu du mal à répondre à la demande. Elle a mis en évidence les faiblesses de notre offre de logement, le virus s'étant rapidement propagé au travers des refuges pour sans-abri ou des logements surpeuplés. Elle a mis en évidence les faiblesses de l'offre éducative, où les écoles étaient mal équipées pour l'apprentissage numérique et manquaient d'espace pour la distanciation sociale. Un nouveau consensus se dégage sur la nécessité d'investir davantage dans les infrastructures sociales dans le cadre des stratégies de relance.

La pandémie de COVID-19 nous a également appris à quel point l'accès à ces infrastructures est inégal entre les personnes et les lieux. Dans notre travail, nous accordons une attention particulière aux différents défis auxquels sont confrontées les différentes régions - et au rôle des gouvernements régionaux et locaux pour y faire face.

Info : **Comment pouvons-nous soutenir la transition vers une voie de développement durable, résiliente et inclusive au niveau infranational ? Comment assurer la durabilité et l'efficacité des investissements sociaux ?**
LK-C : Les arguments en faveur d'investissements sociaux plus importants sont plus forts que jamais, étant donné les faiblesses exposées par le COVID-19. À l'OCDE, nous accordons une attention particulière au rôle clé des gouvernements régionaux et locaux. Ils sont responsables de près de 60% de l'ensemble des investissements publics dans l'OCDE, et d'environ 40% dans le monde. En outre, dans la plupart des pays de l'OCDE, l'investissement dans les infrastructures sociales relève en grande partie de la



Bonn a adopté sa première stratégie de durabilité, fondée sur les ODD.



©OECD/Andrew Wheeler

Lamia Kamal-Chaoui

- Dirige les travaux de l'OCDE sur les PME et la politique de l'esprit d'entreprise, le développement régional, urbain, rural et local, les statistiques infranationales, la gouvernance à plusieurs niveaux et la décentralisation, et le tourisme.
- A occupé plusieurs postes de haut niveau à l'OCDE, notamment celui de conseiller principal auprès du secrétaire général de l'OCDE et de chef du programme urbain à la Direction de la gouvernance publique et du développement territorial.
- Titulaire d'une maîtrise en macroéconomie, en langues étrangères et en histoire.
- Elle a récemment reçu le prix "Femmes de la décennie dans l'entreprise et le leadership" du Women's Economic Forum.

responsabilité des autorités régionales et locales.

Mais pour garantir que des investissements durables soient réalisés au niveau infranational, nous devons d'abord nous assurer que les gouvernements locaux eux-mêmes sont durables. Les collectivités locales et régionales sont confrontées à d'énormes pressions dues à la fois à l'augmentation des dépenses et à une forte baisse des recettes fiscales et autres, en raison du déclin des activités économiques ainsi que de l'utilisation plus limitée de certains services publics locaux - comme les transports publics. Les grandes villes de plus de 250 000 habitants devraient être les plus durement touchées, selon une récente enquête de l'OCDE et du Comité européen des régions.

Cette pression signifie que nous devons être plus ambitieux et créatifs dans notre approche au cours des prochaines années si nous voulons garantir les investissements nécessaires. Les banques de développement devraient jouer leur rôle, en finançant des transformations structurelles dans des domaines que les investisseurs privés considéreraient comme non rentables, tels que le logement social ou l'éducation, et en soutenant le passage à une économie à faible intensité de carbone. Il existe également des modèles intéressants de PPP, d'obligations sociales et même de crowdfunding pour les petits projets. Los Angeles, confrontée à un déficit de logements, a émis une "obligation sociale", elle est la première ville américaine à le faire, permettant la construction de 10 000 logements pour les sans-abri. Toronto a récemment émis une obligation sociale pour financer un programme complet de revitalisation offrant des soins spécialisés aux populations vulnérables.

Info : **L'OCDE et la CEB se sont associés pour la deuxième édition de l'Observatoire mondial des finances et des investissements des collectivités territoriales de l'OCDE et de CGLU. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur cette initiative ?**

LK-C : Nous sommes fiers d'avoir la CEB comme partenaire clé dans cette initiative. L'Observatoire mondial OCDE/CGLU est la principale source de données et d'analyses comparables au niveau international sur la structure et les finances des administrations infranationales - il collecte des données dans plus de 120 pays. Grâce au soutien de la CEB, nous avons pu élargir notre champ d'action aux Balkans.

L'Observatoire mondial de l'OCDE/CGLU nous montre en détail l'importance des collectivités territoriales en termes d'investissement social. Les dépenses des autorités infranationales représentent un quart des dépenses publiques totales dans le monde. Au niveau mondial, l'éducation, la protection sociale, les services publics généraux et la santé sont les principaux domaines de dépenses des collectivités territoriales, tant en pourcentage du PIB qu'en part de leurs dépenses. Elles jouent

également un rôle clé dans l'investissement public. Dans notre prochaine édition, nous examinerons également les pressions auxquelles sont confrontées les collectivités locales dans leur réponse au COVID-19 et dans leur redressement.

Info : **Quels sont les principaux enseignements qui se dégagent des échanges avec les "maires champions" pour réduire les sources de vulnérabilité tout en s'attaquant à la crise sanitaire mondiale ?**

LK-C : L'Initiative des Maires champions de l'OCDE est une coalition de plus de 60 maires du monde entier qui se consacrent à la lutte contre les inégalités et à la promotion d'une croissance inclusive. Elle s'est révélée être un forum précieux pour échanger des idées et des approches.

La pandémie a mis en lumière la polarisation de nos villes. En raison d'inégalités de longue date dans les villes, certains habitants ont été plus exposés au virus que d'autres, tant sur le plan sanitaire qu'économique. Si certains ont pu travailler en toute sécurité depuis leur domicile, d'autres se sont retrouvés en première ligne ou, pire encore, ont perdu leur emploi.

Pourtant, il est frappant de voir à quel point les dirigeants des villes sont déterminés à utiliser la crise comme une opportunité pour apporter des changements audacieux à long terme à leur approche. Par exemple, de nombreuses villes, de Paris à Melbourne, repensent les espaces urbains afin de réduire le besoin de mobilité tout en permettant une plus grande accessibilité aux équipements et services de base. L'intégration du concept d'économie circulaire et la localisation des objectifs de développement durable (ODD) dans les stratégies de relance des villes peuvent également contribuer à faire progresser l'action en faveur du climat tout en améliorant la qualité de vie, la productivité et l'inclusion sociale.

Des mesures temporaires visant à protéger les groupes les plus vulnérables, telles que la suspension des expulsions et l'hébergement des sans-abri, sont indispensables mais ne suffiront pas. Une action plus structurelle est nécessaire pour passer de la réaction à la reprise. L'OCDE continuera à travailler avec les les villes des Maireschampions pour les aider à "reconstruire en mieux" et à renforcer leurs stratégies afin de prendre le virage vert, d'être inclusives et de devenir plus résilientes.

Info : **Les villes et les régions ont un rôle clé à jouer dans la réalisation des ODD au cours de la prochaine décennie. Comment les ODD peuvent-ils aider les villes et les régions à élaborer et mettre en œuvre les stratégies de relance post COVID-19 ?**

LK-C : Le Plan d'action de l'OCDE sur les ODD est clair : nous ne pouvons pas les réaliser sans les collectivités locales et régionales. Dans la plupart des pays, les collectivités locales et régionales sont à la tête des investissements dans les domaines de l'eau, du logement, des transports, des infrastructures, de l'utilisation des sols et du changement climatique.

Mais cinq ans après l'adoption des ODD en 2015 et à dix ans de leur conclusion en 2030, au moins 70 % des villes n'ont pas atteint les valeurs finales pour 15 des 17 ODD. Au moins 80 % des régions n'ont pas atteint les valeurs finales pour aucun des 17 objectifs, comme le souligne le Cadre des indicateurs territorialisés de l'OCDE pour les ODD.

Toutefois, il y a eu des exemples positifs sur lesquels s'appuyer. La ville de Bonn, en Allemagne, a adopté sa première stratégie de développement durable, en utilisant les ODD comme base de référence pour encourager les transports à faible émission de carbone, l'énergie propre et abordable, le commerce équitable et la responsabilité mondiale. Au Japon, le gouvernement central encourage la localisation des ODD, les intègre dans les stratégies locales et fournit un soutien financier et un renforcement des capacités. Au Brésil, le Parana utilise l'Agenda 2030 pour nouer le dialogue et communiquer avec la société civile, les jeunes et les industries créatives.

La réalisation des ODD est un défi, mais elle reste possible. Les ODD peuvent guider les partenaires locaux dans leurs efforts pour se remettre des conséquences sanitaires, économiques, sociales et environnementales de la pandémie.

> **« Il est frappant de voir à quel point les dirigeants municipaux sont déterminés à utiliser la crise du COVID-19 comme une occasion d'apporter des changements audacieux à long terme. De nombreuses villes, de Paris à Melbourne, repensent les espaces urbains afin de réduire le besoin de mobilité tout en permettant une plus grande accessibilité aux équipements et services de base. »**
> Lamia Kamal-Chaoui



La pandémie a mis en évidence la nécessité d'investir davantage dans l'éducation.

PAGE 14 COMMENT UN AMBITIEUX PROJET D'INFRASTRUCTURES EN POLOGNE PROTÈGE DES MILLIONS DE PERSONNES

Une force au service du progrès social

La crise du COVID-19 a montré que la cohésion sociale est vitale pour le bien-être de nos sociétés, et qu'elle ne peut plus être ignorée. Snežana Samardžić-Marković, Présidente du jury du Prix de la CEB pour la cohésion sociale, explique comment ce dernier soutient des projets qui visent à traiter de manière innovante des questions sociales urgentes.

La crise actuelle du COVID-19 a profondément ébranlé les pays d'Europe et mis en évidence des inégalités flagrantes qui se sont aggravées au fil des ans. Ce fossé conduit à une division sociale et à la perte de la sécurité démocratique. Seules les collectivités qui ne laissent personne derrière elles seront suffisamment fortes et résistantes pour faire face aux défis futurs.

Soutenir la solidarité humaine

La prise en charge des plus vulnérables est une priorité stratégique de la CEB depuis sa création. La CEB a été créée en tant qu'organisation de solidarité humaine au travers de l'activité bancaire, et son développement a été étroitement lié à celui de son institution mère, le Conseil de l'Europe (CoE).

La Banque aligne son activité sur les priorités du Conseil de l'Europe, et ses efforts passés ont contribué à traiter les questions urgentes de notre temps, telles que l'intégration des migrants et des réfugiés, et à lutter contre la radicalisation dans les prisons, les écoles et sur Internet.

Le mandat social de la Banque est centré sur le principe selon lequel les bons investissements dans le secteur social ont des répercussions économiques et sociales profondément positives sur la société dans son ensemble. Elle contribue ainsi au développement d'une société européenne libre, plus inclusive et démocratique.

Construire des ponts pour le bien

En 2020, le Prix de la CEB pour la cohésion sociale a été lancé sous la forme d'un concours annuel visant à récompenser un projet qui aborde des questions sociales urgentes et apporte une contribution significative à la cohésion sociale d'une manière innovante et efficace.

Cette initiative permet de jeter un pont avec d'autres acteurs de la cohésion sociale, en particulier au niveau local, et de reconnaître et célébrer leur contribution au progrès social.

Un projet comme Hedona d.o.o, lauréate du concours 2020, avec son modèle d'entreprise et son impact social important - sortir les personnes handicapées de la pauvreté et les inclure dans la collectivité au sens large - est en forte résonance avec le mandat du CoE et de la CEB.

Cinq juges indépendants issus des domaines du développement social, de l'entrepreneuriat social, du monde universitaire et de la société civile sélectionnent le projet gagnant après des délibérations virtuelles. J'ai présidé le jury, qui comprenait Guillaume Capelle, fondateur de SINGA et CALM ; Dominique Lamiot, Président du Conseil de direction de la CEB ; Eva Maydell, membre du Parlement européen/Présidente du Mouvement européen international ; et Christine Whitehead, professeur émérite en économie du logement, London School of Economics.



Snežana Samardžić-Marković

- Présidente du jury du Prix de la CEB pour la cohésion sociale
- Directrice générale de la démocratie au Conseil de l'Europe depuis 2012, elle aide les États membres à créer un environnement favorable à la démocratie et à la sécurité démocratique.

Une solution durable

Le deuxième Prix de la CEB pour la cohésion sociale sera lancé fin janvier 2021. Alors que nous sommes confrontés à une lente reprise après l'une des plus grandes crises sociales et économiques de notre époque, nous devons faire comprendre que la seule façon durable de progresser est de bien faire en faisant du bien.





Renforcer la résilience climatique

Un programme d'infrastructures en deux parties dans le sud-ouest de la Pologne, financé en partie par la CEB, aide à gérer le risque d'inondations catastrophiques dans les bassins de l'Odra et de la Vistule. Le changement climatique étant susceptible d'accroître le risque d'inondation dans la région, le programme protège la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes tout en renforçant la résilience climatique des communautés.

La Pologne est un pays sujet aux inondations, avec deux grands bassins fluviaux, la Vistule et l'Odra, sur son territoire. La Vistule est le plus grand fleuve de Pologne. Elle est longue de 1 047 km et se trouve entièrement sur le territoire du pays. L'Odra est la plus longue voie navigable intérieure de Pologne.

Environ 80 % de la région est touchée par des inondations, et à deux reprises - en 1997 et 2010 - des crues catastrophiques ont tué des dizaines de personnes, causé des pertes économiques se chiffrant en milliards d'euros et entraîné des dommages environnementaux dévastateurs ainsi que des perturbations sociales et commerciales.

En juillet 1997, des jours de pluies torrentielles ont fait déborder les rivières et ont inondé des centaines de villages et de villes, ainsi qu'un tiers de Wrocław, une ville de 630 000 habitants située sur l'Odra. Quelque 55 personnes sont mortes et, par endroits, le niveau de l'eau a atteint 3 mètres. La zone touchée s'étendait sur 400 000 hectares.

L'électricité, les transports, les réseaux téléphoniques et l'approvisionnement en eau ont été gravement endommagés ou détruits, laissant plus de 650 000 habitants sans eau pendant trois semaines. Plus de 162 000 personnes ont été évacuées et les dommages et pertes ont été estimés à environ 3 milliards d'euros.

Treize ans plus tard, en 2010, de nouvelles inondations ont fait plus de morts, touché plus de 100 000 personnes et entraîné des dommages et des pertes estimés à environ 2,5 milliards d'euros.

Renforcer la résilience au changement climatique

Le dérèglement climatique étant susceptible d'accroître les risques d'inondation dans les années à venir, le gouvernement polonais a lancé deux projets d'infrastructure extrêmement ambitieux destinés à accroître la protection contre les inondations dans les bassins de l'Odra et de la Vistule et à renforcer les capacités institutionnelles, afin d'être mieux préparés et d'en atténuer les effets. Ces projets visent à réduire la



probabilité et l'ampleur des conséquences de toute inondation future.

Une protection efficace nécessite une combinaison d'investissements dans les infrastructures comme dans la capacité institutionnelle à gérer les risques et à administrer les bassins fluviaux. Un partenariat avec la CEB, l'Union européenne et la Banque mondiale a permis au gouvernement polonais de tirer parti des finances publiques pour obtenir des résultats impressionnants.

Projet de protection contre les inondations de l'Odra

Le projet de protection contre les crues de l'Odra est un projet de 888 millions d'euros qui a été lancé en 2007. Il a été cofinancé par le Fonds de cohésion de l'Union européenne, la Banque mondiale, le gouvernement polonais et la CEB, qui a approuvé un prêt de 251 millions d'euros.

Le projet visait à protéger plus de 2,5 millions de personnes contre les inondations

« Le gouvernement polonais, avec le soutien de ses partenaires, CEB, UE et Banque mondiale, a pris la décision ambitieuse d'investir dans le renforcement de la résilience et des mesures de protection. Compte tenu du coût humain, économique et environnemental des catastrophes naturelles, telles que les inondations, et de la probabilité de futurs défis liés au climat, il s'agissait d'un investissement très judicieux. »

Christophe Mroz, Responsable de pays principal de la CEB

Les projets Odra et Odra-Vistule

- **5,2 millions d'euros :** Le nombre de personnes directement menacées par les inondations
- **122 000 :** nombre de personnes vivant actuellement dans une zone inondable sur 100 qui bénéficieront d'une protection accrue
- Plus de **3 000** arbres plantés
- **138,6 km** de digues de protection contre les inondations
- **37 km** de canaux
- **5** échelles à poissons
- **1,5 ha** de forêts riveraines
- **1** nouveau village



dans diverses villes et villages, et comportait trois volets principaux :

- Construction du polder sec de Racibórz sur une superficie de 26 km2. En cas de crue, le polder peut stocker 185 millions de m3 d'eau, ce qui réduit le pic d'inondation.
- MOdranisation des structures et des installations de contrôle des inondations du système de canaux de dérivation Wrocław. Cela a permis d'augmenter la capacité de transport des eaux de crue des canaux du fleuve Odra à travers et autour de Wrocław et permet à une onde de crue d'un débit de 3.100 m3 par seconde d'être transportée en toute sécurité à travers la ville.
- Amélioration de la gestion, du suivi et de l'évaluation des inondations, et du plan environnemental et social pour soutenir le système de prévision et d'alerte précoce des crues. Cela a permis à l'Institut de météorologie et de gestion de l'eau de fournir de meilleures prévisions hydrométéorologiques. Cela facilite une meilleure coordination entre les agences responsables de la prévision des inondations et celles chargées de l'exploitation des infrastructures de contrôle des inondations.

Enseignements tirés

Le projet de protection contre les inondations de l'Odra a élaboré un plan d'action pour la mise en œuvre de travaux très complexes. En l'occurrence, quatre ministères, de nombreuses administrations et agences locales et de multiples sources de financement ont dû travailler en coordination. Ce projet a créé des opportunités pour le secteur de la construction en Pologne, qui en avait grandement besoin. De plus, ce projet a permis d'identifier d'autres mesures clés de protection contre les inondations qui étaient nécessaires afin de préserver la vie et les moyens de subsistance de la population. Le résultat a été le projet de gestion des inondations de l'Odra-Vistule.

Projet de gestion des inondations de l'Odra-Vistule

Ce nouveau projet a débuté en 2015 - en tirant parti de la capacité institutionnelle créée par le projet de protection contre les inondations de l'Odra ainsi que des possibilités de continuer à obtenir des financements. Le projet de 1,2 milliard d'euros est cofinancé par la CEB (300 millions d'euros), l'Union européenne, le gouvernement polonais et la Banque mondiale.



La ville de Wrocław est l'un des principaux centres d'intérêt des projets financés par la CEB. (A droite) Une partie des structures et installations de contrôle des inondations du système de canaux de dérivation de Wrocław.

Le projet vise à accroître la protection contre les inondations pour les habitants des zones clés des bassins de l'Odra et de la Haute Vistule et à renforcer la capacité institutionnelle à atténuer efficacement les crues estivales, hivernales et soudaines. Il vise quelque 5,2 millions de personnes vivant à proximité des deux rivières, à la fois directement (physiquement) et indirectement (économiquement). Il a également des effets positifs sur environ deux tiers de la population polonaise en améliorant les capacités et les mesures de prévision et de gestion des inondations, en réduisant les risques d'inondation et en aidant à mieux se préparer aux situations d'urgence.

Renforcer la résilience à l'avenir

Sergio Dell'Anna, Conseiller technique de la CEB pour ces projets, déclare : « Investir dans des projets « ex ante » visant la prévention, plutôt que dans des projets « ex post » visant la réparation, permet un retour sur investissement beaucoup plus élevé et une bien meilleure utilisation des ressources.

« Le gouvernement polonais, avec le soutien de ses partenaires, CEB, UE et Banque mondiale, a pris la décision ambitieuse d'investir dans le renforcement de la résilience et des mesures de protection. Compte tenu du coût humain, économique et environnemental des catastrophes naturelles, telles que les inondations, et de la probabilité de futurs défis liés au climat, il s'agissait d'un investissement très judicieux ».



Depuis l'adhésion de la Pologne à la CEB en 1998, la protection contre les inondations a toujours été un domaine stratégique des opérations de la Banque dans le pays.

Ce projet a été l'un des plus difficiles en raison de son ampleur, de sa complexité et de sa structure de gestion, impliquant plusieurs autorités centrales et régionales. Nous sommes d'autant plus satisfaits de son achèvement récent et soulagés que les populations soient désormais protégées efficacement contre les grandes inondations dans la région.

Je tiens à souligner l'excellente coopération avec la Banque mondiale. Nous sommes heureux que les deux banques puissent continuer à soutenir conjointement le gouvernement polonais dans la mise en œuvre de sa stratégie de gestion de l'eau. »

Christophe Mroz, Responsable de pays principal de la CEB



PAGE 20 COMMENT LA CEB A RELEVÉ LES DÉFIS DE 2020

Avancer et progresser

Jun Dumolard, Directeur financier de l'Unédic, explique à **Info** comment son organisation, qui est le gestionnaire de l'assurance chômage et l'un des plus importants émetteurs supranationaux, infranationaux et agences sur le marché français des capitaux de dette, a réagi à la crise du COVID-19.

Info : **Quels sont le rôle et la mission de l'Unédic ?**
JD : L'Unédic a été créé en 1958 pour gérer le système d'assurance chômage en France. La mission est organisée par la loi et confiée à des partenaires sociaux ayant un lien fort avec l'Etat. Le conseil d'administration est composé de représentants des principaux syndicats et employeurs français. Pour la gestion opérationnelle, nous travaillons en étroite collaboration avec les principales agences gouvernementales et les autres institutions de protection sociale, principalement l'ACOSS et Pôle emploi.

Sur le plan financier, l'Unédic gère des programmes d'endettement pour financer l'assurance chômage et d'autres mesures en faveur de l'emploi au cours des cycles économiques lorsque le niveau des cotisations sociales et des recettes fiscales ne couvre pas les dépenses. Etant l'un des émetteurs finançant la dette publique française selon les critères européens - mais dans une bien moindre mesure que l'AFT, ou la CADES et l'ACOSS - il est important pour nous d'assurer une liquidité sûre et une gestion financière claire.

L'Unédic mène également des recherches et des analyses sur les mutations du marché du travail et les prévisions financières, fournissant ainsi aux décideurs et au public des données de référence.

Info : **Le COVID-19 a eu un impact considérable sur l'économie française. Quelle a été votre réponse jusqu'ici ?**
JD : Les événements de 2020 ont eu un impact dramatique sur la société et l'économie mondiale. Le rythme et l'évolution du virus ont affecté les conditions de travail et créé des périodes de restrictions. Les gouvernements ont tenté d'atténuer les effets négatifs à long terme sur l'emploi en mettant en place des mesures d'aide d'urgence et de redressement. Le choc économique a été si important que l'on s'attend à un impact important sur l'emploi dans les années à venir.

La réponse de l'Unédic a consisté à apporter son aide en soutenant les systèmes d'assurance existants dans leur fonction d'amortisseur des chocs économiques et en facilitant la mise en œuvre efficace de tous les nouveaux trains de mesures.

Nos tâches restent inchangées : fournir des analyses, assurer le fonctionnement et financer les mesures. Mes équipes sont directement responsables de l'émission de la dette sur les marchés des capitaux, indispensable pour prolonger les droits aux prestations, retarder les cotisations patronales de sécurité sociale ou mettre en œuvre le programme de chômage temporaire décidé en France.

En février 2020, nous avons fait notre prévision initiale de 40 milliards d'euros de recettes et de dépenses pour l'année. Le programme de financement de la dette à moyen et long terme comprenait principalement de nouvelles émissions de 2 milliards d'euros pour refinancer la dette ancienne. Avec la crise, le programme de financement est passé à 19 milliards d'euros. Plus de la moitié de cette somme a été utilisée pour financer des mesures de réponse.

Info : **En 2020, vous avez créé un cadre pour les obligations sociales et émis votre première obligation sociale. Qu'est-ce qui vous a incité à le faire ?**



« Lorsque des entités plus petites comme la CEB ou l'Unédic montrent la force du marché des obligations sociales, cela encourage d'autres émetteurs à adopter une approche similaire. Il est certain que nous verrons le marché se développer et devenir plus robuste en faveur des obligations sociales et d'autres instruments financiers ESG pour financer la reprise. »
Jun Dumolard





Jun Dumolard

- Directeur financier de l'Unédic
- A rejoint l'Unédic initialement en 2010 en tant qu'apprenti trésorier. Après un passage dans la gestion de restaurants et d'hôtels en France et au Japon, il revient à l'institution en 2014.

JD : En juin 2019, le conseil d'administration de l'Unédic a décidé de convertir ses programmes de dette et de les adapter aux Principes applicables aux obligations sociales – *Social Bond Principles* (ICMA, 2017). En tant qu'émetteur de titres de dette purement sociaux, c'était un pas en avant d'utiliser les SBP et de renforcer la relation avec notre base d'investisseurs et les investisseurs spécialisés dans les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

Nous avons examiné des initiatives telles que le cadre des obligations d'inclusion sociale de la CEB ou les obligations vertes d'autres grands émetteurs français ou européens pour voir comment nous pourrions bénéficier des changements ESG passionnants sur les marchés des capitaux et y contribuer. Une approche structurée reposant sur un cadre d'obligations sociales couvrant toutes les nouvelles émissions de l'Unédic a été privilégiée.

Compte tenu des conséquences de la crise et de l'énorme quantité de financement supplémentaire que nous avons dû réaliser, nous avons décidé de parachever notre cadre d'obligations sociales avant que le financement de la crise ne commence, même si cela a retardé les nouvelles émissions de plusieurs semaines. Dans un contexte de grande incertitude, le même succès que la CEB a obtenu avec son cadre, nous a aidé à gérer la situation. La forte réponse des investisseurs a permis à l'Unédic de lever 17 milliards d'euros au travers d'obligations sociales à de très bonnes conditions.

En interne, la crise a vu beaucoup d'engagement de la part de collègues d'autres disciplines pour transformer la gestion financière de l'Unédic et s'appuyer sur d'autres compétences : droit et réglementation, statistiques et prévisions, responsabilité et auditeurs, et bien sûr communication.

Info : **Quel rôle voyez-vous pour le marché des obligations sociales dans la reprise post COVID-19 ?**

JD : TL'expérience de 2020 devrait accélérer le nombre d'émetteurs utilisant les cadres ESG pour la gestion financière. Il est formidable de vivre ce changement avec des effets d'entraînement visibles entre les institutions publiques. Lorsque des entités plus petites comme la CEB ou l'Unédic montrent la force du marché des obligations sociales, cela encourage d'autres émetteurs à adopter une approche similaire.

En général, nous avons constaté un changement de comportement des investisseurs et une préférence croissante pour les obligations ESG au cours des cinq dernières années. Les entreprises, les souverains, les entités supranationales et les agents économiques à un niveau plus granulaire cherchent à s'assurer une contribution positive et durable à long terme. Il est certain que nous verrons le marché se développer et devenir plus robuste en faveur des obligations sociales et d'autres instruments financiers ESG pour financer la reprise car ils apportent des avantages essentiels aux investisseurs, aux émetteurs et à la société.

2020 : Relever les défis



Des procédures simplifiées ont permis aux États membres de la Banque, dont la Lituanie (en photo sur cette page et ci-contre), de bénéficier d'un soutien financier accéléré.

2020 a été une année sans pareil, avec une pandémie qui a mis à rude épreuve gouvernements, systèmes de santé, économies, familles et individus. Pourtant, les immenses défis posés par COVID-19 ont donné l'occasion de créer de nouvelles méthodes de travail plus efficaces. Nous revenons sur la façon dont la CEB a relevé les défis de l'année.

Notre réponse à la pandémie : souple, rapide et ciblée

La crise du COVID-19 a montré que le modèle économique actuel a créé une croissance déséquilibrée et des inégalités croissantes. Des années de sous-investissement dans les infrastructures sociales à travers l'Europe ont conduit au manque de résilience qui a été si clairement constaté dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'aide sociale.

Cependant, la crise a conduit à de nouvelles méthodes de travail. Dans le cadre d'un dialogue étroit avec ses pays membres, la Banque a mis en place les mécanismes nécessaires pour aider à atténuer les retombées de la pandémie sur ses emprunteurs de manière efficace et rapide.

Les équipes de la CEB se sont rapidement mobilisées pour soutenir cette réponse rapide, notamment en rationalisant les procédures pour les projets d'urgence. Toutes les demandes de financement liées au COVID-19 ont été évaluées chaque semaine et soumises à l'approbation du Conseil d'administration, qui a pris ses décisions par le biais de procédures écrites chaque mois.

Cette approche « souple, rapide et ciblée » nous a permis d'adapter promptement les instruments de prêt pour répondre à la demande importante des pays membres de financer des dépenses de santé d'urgence et des programmes de soutien au revenu. Le soutien que nous avons apporté a permis de répondre aux besoins vitaux en matière de soins de santé, de promouvoir la continuité des activités et de protéger les emplois, tout en déployant les mesures initiales pour une reprise socio-économique solide.

L'enjeu a été d'apporter un soutien adapté aux besoins de nos emprunteurs, en ne négligeant aucune demande, avec le souci de mettre à disposition rapidement des moyens sans rien sacrifier aux exigences de la Banque en matière de rigueur et de qualité.

La réponse des équipes a été formidable tant en termes de capacité d'adaptation à cette situation inédite qu'en termes de collaboration, de sens des responsabilités et, finalement, d'efficacité.

Au total, nous avons financé 56 projets dans 24 pays membres avec plus de 6 milliards d'euros de prêts, soit une augmentation de 51 % du volume par rapport à l'année précédente. Une vingtaine de pays ont bénéficié de plus de 3 milliards d'euros d'aide COVID-19 sous forme de prêts accélérés.

Pour l'avenir, nous continuerons à évaluer comment la crise COVID-19 pourrait avoir un impact sur les domaines d'activité de la CEB afin d'aider à relever les défis et à identifier les opportunités.

- **56** projets
- **24** pay membres
- **€6 milliards** d'euros de prêts
- augmentation de **51%** du volume par rapport à l'année précédente
- **2** obligations d'inclusion sociale en réponse au COVID-19

« **La CEB a adapté sa stratégie de financement 2020 aux circonstances sans précédent engendrées par le COVID-19. Il convient de mettre en avant les deux obligations d'inclusion sociale en réponse COVID-19 et la toute première opération de préfinancement de la CEB. Ces fonds ont permis d'atténuer l'impact de la crise sur les plus vulnérables grâce au fort soutien de notre base d'investisseurs. »**

Arturo Seco Presencio, Directeur financier Adjoint, CEB

« **En comblant les lacunes des infrastructures publiques essentielles et en intégrant l'inclusion sociale, la résilience et les considérations environnementales dans ses activités, la CEB peut contribuer à une transition inclusive vers un avenir vert, neutre en carbone et résilient. Nous ne devons rien de moins aux citoyens européens qui font face aux conséquences de la COVID-19 et se préparent à d'autres défis systémiques. »**

Monica Scatasta, Directrice de la Direction Préparation & Suivi Techniques (TAM)



Le doux succès d'un Prix

Malgré les mesures de confinement, la Banque a mené à bien son initiative spéciale visant à lancer le Prix de la CEB pour la cohésion sociale (voir page 23), une idée du Gouverneur Rolf Wenzel. Nous avons eu le plaisir de recevoir 84 candidatures, et de soutenir et mettre en lumière des projets innovants qui bénéficient aux plus vulnérables de la société.

Le lauréat 2020, Hedona, est un petit producteur de chocolat en Croatie qui a un grand impact social grâce à la façon dont il sort les personnes handicapées de la pauvreté et les inclut dans la collectivité au sens large. Le fait de remporter ce prix permettra à Hedona de mieux présenter son travail et d'investir dans les nouvelles technologies pour développer son activité.

Stimuler le marché des obligations sociales

Le 2 avril 2020, la CEB a lancé une obligation d'inclusion sociale en réponse au COVID-19 de 7 ans d'un montant de 1 milliard d'euros, suivi d'une seconde au format global de 3 ans d'un montant de 500 millions de dollars le 3 juin. Cette dernier était notre toute première obligation d'inclusion sociale émise en dollars américains.

Ces deux émissions sont venues à point nommé. La flexibilité était essentielle pour permettre l'extension de notre cadre d'obligations d'inclusion sociale (SIB) au secteur de la santé, et cela a été réalisé en un temps record entre la fixation du prix et le règlement de la transaction.

Les deux émissions ont également connu un grand succès au vu de l''intérêt manifesté par les investisseurs. L'émission en euros a été portée à 1 milliard, contre 500 millions habituellement, tandis que l'émission en dollars américains a fait l'objet d'une demande exceptionnellement élevée (77 %) de la part des banques centrales.

En 2020, nous avons pu émettre l'équivalent de 1,446 milliard d'euros dans le cadre de nos obligations d'inclusion sociale. C'est un tiers de notre volume de financement cible de 4,5 milliards d'euros et une augmentation significative par rapport aux années précédentes. Grâce aux émissions de l'année, nous avons pu presque doubler l'encours de nos obligations d'inclusion sociale, qui est passé de 1,5 milliard d'euros à 2,946 milliards d'euros.

Notre capacité à augmenter le montant annuel d'émission de nos obligations d'inclusion sociale démontre la force accrue du marché des obligations sociales. Celui-ci a été rejoint par de nombreux nouveaux émetteurs qui ont émis leurs premières obligations sociales en 2020 pour financer la réponse à la pandémie de COVID-19 (voir page 18 l'interview de Jun Dumolard, Directeur général de l'Unédic) C'est un signe que le marché fonctionne bien.

> **« La continuité des activités a été assurée et j'ai été étonné de la rapidité avec laquelle les collègues se sont adaptés aux circonstances imprévues, aux nouveaux outils et aux différentes méthodes de travail. »**
>
> Terje Hagen, Directeur des Services Corporate

Un nombre croissant d'États membres

En juin, nous avons eu le plaisir d'accueillir Andorre en tant que 42ème État membre de la CEB. En septembre 2020, la CEB a approuvé un prêt de 12 millions d'euros pour soutenir la réponse de l'Andorre au COVID-19. Le financement de la CEB contribuera à tripler le nombre d'unités de soins intensifs (jusqu'à 35 unités). Il couvrira également jusqu'à 90 % des coûts liés aux services médicaux, aux consommables et aux équipements de COVID-19, tels que les frais de personnel nouveaux et existants, les fournitures et tests pharmaceutiques et les équipements médicaux supplémentaires.



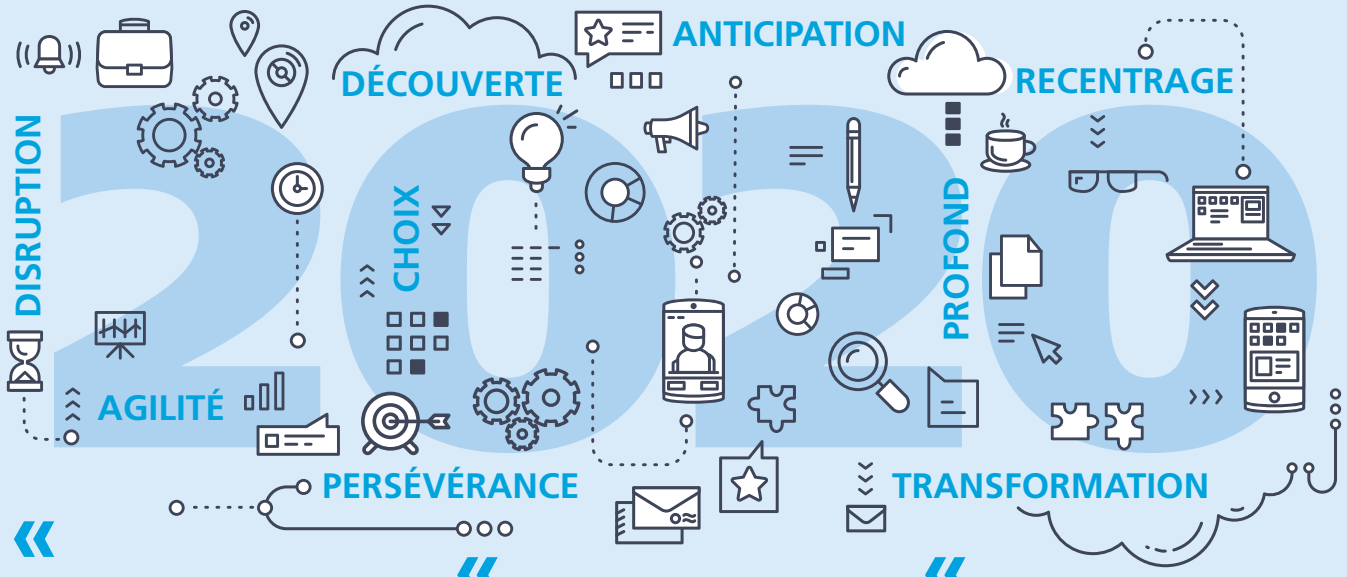
Nous avons demandé à nos collègues de la CEB de résumer l'année 2020 en un seul mot. Voici ce qu'ils ont répondu...

« **L'année 2020 m'a appris que, si nous ne pouvons pas contrôler les circonstances, nous pouvons toujours choisir notre réponse. »**

Ieva Linartaite, Analyste de Crédit

« **À la maison et au travail, nous avons dû nous adapter. Le recentrage sur les priorités m'a aidé à surmonter cette situation et à œuvrer pour un avenir plus durable. »**

Isabelle Brun, Chef de la Division Développement Stratégique et Thèmes Spéciaux



« **J'ai été étonnée de voir avec quelle facilité la banque s'est mise dans un mode de fonctionnement à distance. 2020 m'a apporté plus de résilience et de flexibilité, tant sur le plan professionnel que personnel. »**

Majda Skrijelj, Chargée du Contrôle de la Conformité

« **C'est la persévérance qui a conduit nos collaborateurs à s'engager à continuer de consacrer leur énergie et leur expertise à la réalisation de projets qui font la différence. »**

Katherine Delikoura, Directrice du Bureau du Contrôle de la Conformité, a soulign

« **Cette année, il s'agissait de rompre avec la routine et d'être agile, de s'adapter pour livrer. Il faut du courage pour faire les choses différemment, mais c'est ce que nous avons fait. »**

Marina Milosevic Dussaule, Assistante de Programme

Promouvoir un changement positif

La participation de la CEB au sommet en ligne Finance en Commun de novembre nous a permis de joindre nos forces à celles des banques publiques de développement (PDB) désireuses de définir une nouvelle approche à l'échelle mondiale du financement durable (voir l'article Pleins feux sur, page 4).

La CEB s'est jointe à 450 autres PDB pour signer une déclaration commune visant à atteindre les objectifs de développement durable des Nations unies et à promouvoir un agenda social et une reprise durable.

Nos équipes en action

Lorsque la pandémie a frappé, le solide plan de continuité des activités de la CEB a permis à la Banque de poursuivre ses activités principales. La vidéoconférence étendue à l'ensemble de la Banque a été mise en place en un temps record pour soutenir la prise de décision, la communication et la collaboration. Des simplifications de processus et des solutions de contournement numériques - des éléments qui mettraient normalement du temps à être déployés - ont été rapidement identifiés et mis en œuvre en raison de la nécessité de trouver de nouvelles méthodes de travail.

Il ne fallait pas sous-estimer le besoin immédiat de chaque membre de l'équipe de la CEB de travailler à distance - tout en assurant le maintien des activités habituelles pour nos membres et partenaires.

L'équipe des Services Corporate s'est mobilisée et a fait en sorte que le travail à distance fonctionne - en équipant les collègues de matériel, en les guidant et en les soutenant, en maintenant le moral des collègues et en assurant la santé et la sécurité. Terje Hagen, Directeur des Services Corporate, a déclaré : « La continuité des activités a été assurée et j'ai été étonné de la rapidité avec laquelle les collègues se sont adaptés aux circonstances imprévues, aux nouveaux outils et aux différentes méthodes de travail ».

L'équipe des RH de la Banque s'est également efforcée de garantir la compétence de son personnel. Eric Vanhee, Responsable des RH, a indiqué : « Nous avons maintenu les services de base et les activités régulières, tout en lançant de nouvelles actions pour répondre aux besoins imprévus, y compris toute une série de mesures de soutien liées à la pandémie. Je suis extêmement fier de nos réalisations qui ont permis à la Banque d'accomplir beaucoup de choses ».

Actualités, événements et publications



Prix de la CEB pour la cohésion sociale 2021

La pandémie de COVID-19 touche de manière disproportionnée les plus vulnérables, renforçant les inégalités et les clivages sociaux existants. L'action et l'innovation sociales sont plus que jamais nécessaires.

Le 21 janvier 2021, la CEB lancera le deuxième cycle de son concours annuel visant à reconnaître les contributions exceptionnelles à la cohésion sociale en Europe. Le Prix de la CEB pour la cohésion sociale décernera une récompense de 25 000 euros à un projet qui traite de questions sociales urgentes dans l'un des 42 pays membres de la CEB.

Les personnes âgées de plus de 18 ans et les petites organisations des pays membres de la CEB peuvent proposer des projets à un stade précoce de leur mise en œuvre. Le thème général de la "cohésion sociale" sera évalué en fonction de l'impact, de la durabilité et de l'innovation/ reproductibilité.

Un jury composé de cinq membres issus des domaines du développement social, de l'entrepreneuriat social, du monde universitaire et de la société civile sélectionnera un lauréat à partir d'une liste restreinte établie par les experts de la CEB. Le lauréat sera annoncé en juin 2021.

Les Responsables du Contrôle de la Conformité se réunissent en ligne

Le 9 octobre, le Bureau de la Directrice du Contrôle de la Conformité de la CEB a accueilli la première réunion annuelle virtuelle des Responsables européens du Contrôle de la Conformité (ECCO).

Des représentants de 25 institutions financières internationales européennes, dont la BSTDB, la BERD, la BEI, le FEI et la NIB, se sont réunis pour partager leurs points de vue et leurs expériences. Les discussions ont porté sur l'évolution de la culture de la conformité, l'impact du COVID-19 sur la vie professionnelle et sur les différentes politiques, notamment celles relatives aux lanceurs d'alerte, aux abus de marché et à la domiciliation. Des échanges intéressants ont également eu lieu sur la gouvernance sociale et environnementale et sur la manière d'améliorer les liens avec le contrôle de la conformité.

Les participants à ECCO se réuniront désormais deux fois par an pour partager leurs points de vue et continuer à améliorer l'évaluation comparative du contrôle de la conformité.

LA CEB SIGNE UN RAPPORT QUI FERA DATE SUR LES ODD

Le 10 décembre, la CEB s'est associée à 11 banques multilatérales de développement (BMD) et au FMI pour lancer un tout premier rapport conjoint sur le financement des objectifs de développement durable (ODD).

En 2020, les BMD ont mobilisé un ensemble de mesures à l'échelle mondiale de 230 milliards de dollars pour réduire l'impact de la pandémie, dont 75 milliards ont été consacrés aux pays les plus pauvres du monde. Le rapport conjoint souligne les efforts collectifs et individuels des BMD pour aider les pays à atteindre les 17 objectifs de développement durable (ODD). Il présente des exemples de la manière dont leur financement contribue directement à faire progresser les ODD qui renforcent l'autonomie des personnes, protègent la planète, favorisent la prospérité pour tous et développent des infrastructures durables et de qualité.

Le rapport indique que "la pandémie de COVID-19 a renforcé la pertinence des 17 ODD comme la feuille de route pour une reprise inclusive, durable, verte et résiliente. En répondant à la crise, les pays et leurs partenaires de développement ont l'occasion de se recentrer sur les ODD".

Á propos du lancement du rapport, le Gouverneur de la CEB, Rolf Wenzel, a déclaré « Le monde se trouve à un moment critique alors que nous inaugurons une Décennie d'action tout en atténuant les retombées de la pandémie de COVID-19. La réalisation des SDG nécessitera des efforts concertés et collaboratifs de la part de toutes les BMD pour investir dans les personnes, la planète et la prospérité. Le rapport conjoint est une étape importante dans l'approfondissement de notre partenariat en faveur des ODD ».



INVESTING IN REFUGEE HEALTHCARE

Le 17 décembre 2020, la CEB et la délégation de l'Union européenne à Ankara se sont accordées sur un projet d'investissement de 90 millions d'euros sur quatre ans pour soutenir les infrastructures et les services de santé en faveur des réfugiés dans toute la Turquie. Le projet comprendra la construction et la rénovation de plus de 100 centres de santé pour migrants, et sera géré par la CEB depuis un nouveau bureau situé à Ankara - une première pour la Banque.

Quoi de neuf en janvier-mars 2021

Pour en savoir plus sur les réunions et conférences à venir à la CEB et au-delà



21 janvier
Paris, France et virtuellement

Lancement du 2ème Prix de la CEB pour la cohésion sociale
La Banque lancera officiellement son deuxième Prix annuel pour la cohésion sociale. Voir la section principale des actualités, ci-contre.

29 janvier
En ligne

Réunion du Conseil d'administration de la CEB
Première réunion du Conseil d'administration pour 2021. Les représentants de chaque État membre approuveront les nouveaux projets d'investissement. **Plus d'informations sur : coebank.org/en/about/structure-management/administrative-council/**



Lire nos dernières publications

Vous pouvez télécharger toutes les publications de la CEB à partir de notre site web. Rendez-vous sur coebank.org et cliquez sur "toutes les publications".

CONCEPTION DES ÉCOLES ET DES ENVIRONNEMENTS D'APPRENTISSAGE DANS LA VILLE SUÉDOISE DE MALMÖ

Les conclusions d'une étude sur les investissements dans les infrastructures éducatives de la troisième plus grande ville de Suède, réalisée par la Direction de la Préparation & Suivi Techniques de la CEB. **Téléchargez le rapport à l'adresse https://coebank.org/media/documents/School_Design_and_Learning_Environments_in_the_City_of_Malmo_Sweden.pdf**



PROMOUVOIR UNE EUROPE SOCIALEMENT INCLUSIVE

Un aperçu pour les emprunteurs de la façon dont la CEB investit dans les personnes, la planète et la prospérité, les types de financement qu'elle offre et comment accéder à ses financements. **Téléchargez l'aperçu à l'adresse suivante : https://coebank.org/media/documents/20201106_CEB_layout_Borrowers_web_pages.pdf**



GARDEZ UN ŒIL SUR LE PROCHAIN NUMÉRO **d'Info** EN AVRIL 2021

Notre site web est constamment mis à jour avec des actualités, des articles et les dernières publications de la CEB. Vous pouvez également y trouver les anciens numéros d'Info. Visitez **coebank.org**

A round-up of CEB loans in 2020

Tour d'horizon des prêts de la CEB en 2020

In 2020 the CEB approved over €6 billion in loans – €2 billion more than in 2019. These funds will be used across 56 projects in 24 countries.

Over €3 billion has been approved for COVID-19 related projects to provide vital healthcare support, to restart European economies and support sustainable growth. These loans have been approved via a fast-track procedure to meet the rapidly-evolving emergency.

En 2020, la CEB a approuvé plus de 6 milliards d'euros de prêts, soit 2 milliards d'euros de plus qu'en 2019. Ces fonds serviront à la réalisation de 56 projets dans 24 pays.

Plus de 3 milliards d'euros ont été approuvés pour des projets liés au COVID-19 afin de fournir un soutien vital aux soins de santé, de relancer les économies européennes et de soutenir une croissance durable. Ces prêts ont été approuvés selon une procédure accélérée pour répondre à l'urgence qui évolue rapidement.

PROJECT LOAN SUMMARY 2020
RÉSUMÉ DE L'ACTIVITÉ DE PRÊT-PROJET EN 2020

PROJECTS APPROVED (IN €):
PROJETS APPROUVÉS (EN €) :

6,025,000,000

6 025 000 000

OF WHICH COVID-19 (IN €):
DONT COVID-19 (EN €) :

3,127,000,000
3 127 000 000

OF WHICH TARGET COUNTRIES (IN €):
DONT PAYS CIBLES (EN €) :

3,375,000,000
3 375 000 000



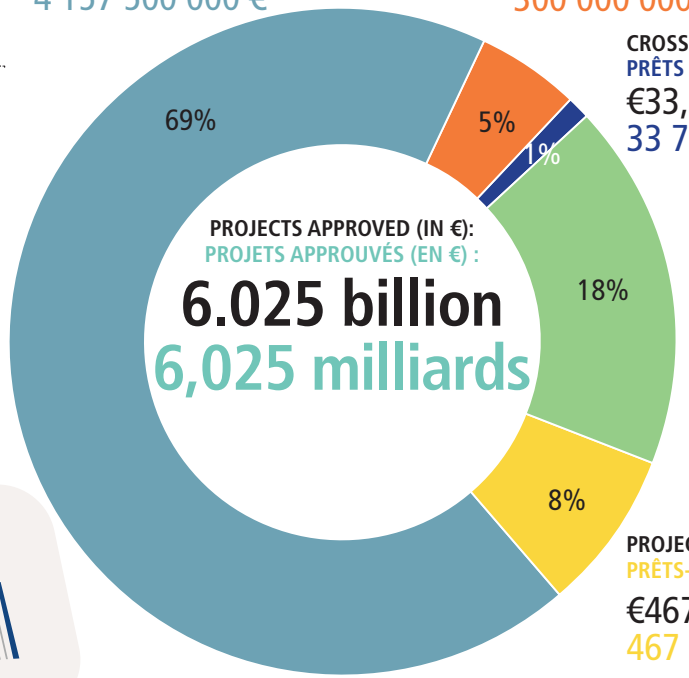
PUBLIC FINANCE FACILITIES (PFF):
FACILITÉS DE FINANCEMENT DU SECTEUR PUBLIC :
€4,157,500,000
4 157 500 000 €

EU CO-FINANCING FACILITIES (ECF):
FACILITÉS DE COFINANCEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE (ECF) :
€300,000,000
300 000 000 €

CROSS SECTORIAL LOANS (CSL):
PRÊTS INTERSECTORIELS (CSL) :
€33,700,000
33 700 000 €

PROGRAMME LOANS (PM):
PRÊTS-PROGRAMMES (PM) :
€1,066,500,000
1 066 500 000 €

PROJECT LOANS (PR):
PRÊTS-PROJETS (PR) :
€467,300,000
467 300 000 €



CEB LOANS IN 2020
PROJECTS APPROVED BY COUNTRY

PRÊTS DE LA CEB EN 2020
PROJETS APPROUVÉS PAR PAYS

€6 BILLION IN CEB FINANCING
MILLIARDS D'EUROS DE FINANCEMENT

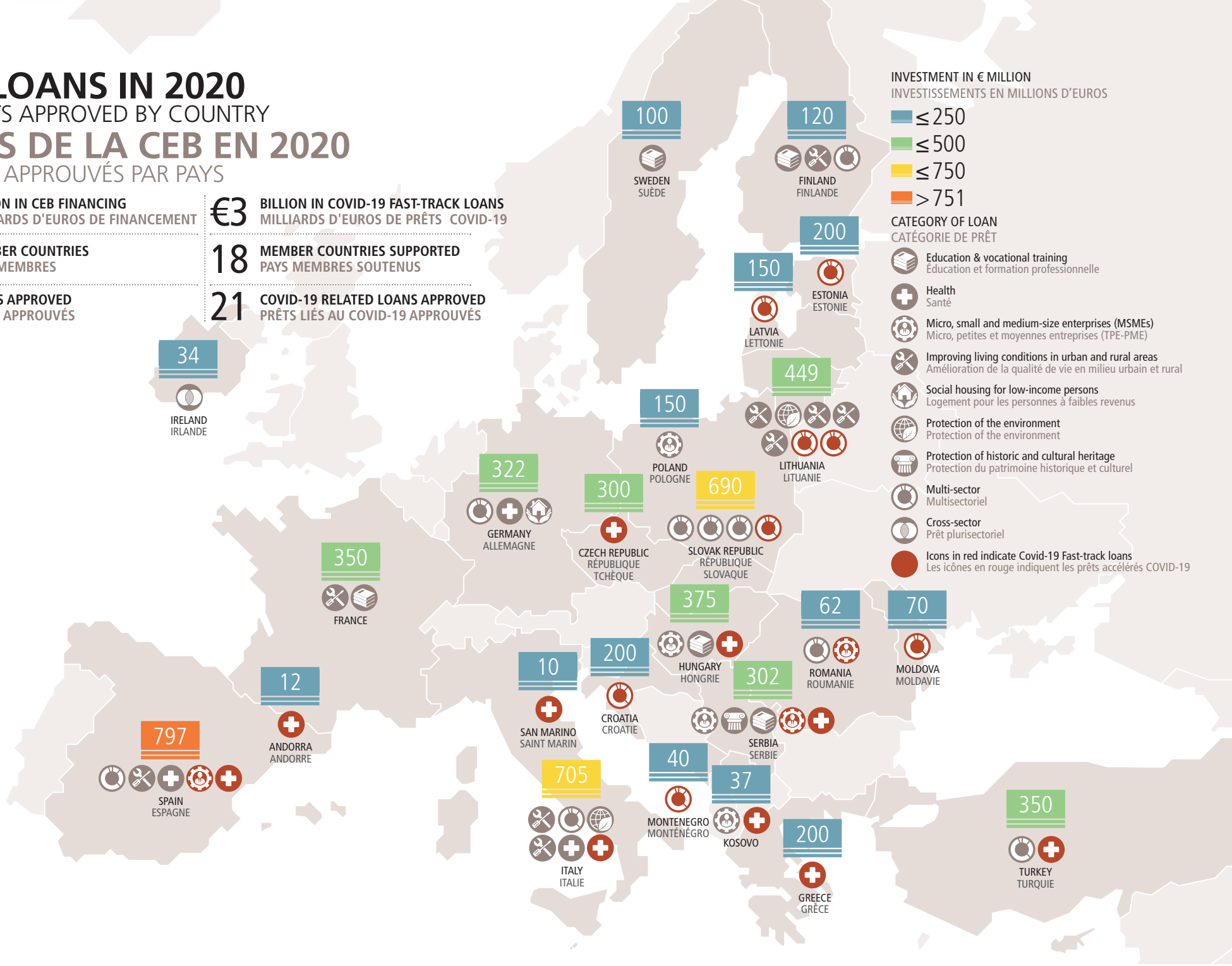
24 MEMBER COUNTRIES
PAYS MEMBRES

56 LOANS APPROVED
PRÊTS APPROUVÉS

€3 BILLION IN COVID-19 FAST-TRACK LOANS
MILLIARDS D'EUROS DE PRÊTS COVID-19

18 MEMBER COUNTRIES SUPPORTED
PAYS MEMBRES SOUTENUS

21 COVID-19 RELATED LOANS APPROVED
PRÊTS LIÉS AU COVID-19 APPROUVÉS



INVESTMENT IN € MILLION
INVESTISSEMENTS EN MILLIONS D'EUROS

- ≤ 250
- ≤ 500
- ≤ 750
- > 751

CATEGORY OF LOAN
CATÉGORIE DE PRÊT

- Education & vocational training / Éducation et formation professionnelle
- Health / Santé
- Micro, small and medium-size enterprises (MSMEs) / Micro, petites et moyennes entreprises (TPE-PME)
- Improving living conditions in urban and rural areas / Amélioration de la qualité de vie en milieu urbain et rural
- Social housing for low-income persons / Logement pour les personnes à faibles revenus
- Protection of the environment / Protection of the environment
- Protection of historic and cultural heritage / Protection du patrimoine historique et culturel
- Multi-sector / Multisectoriel
- Cross-sector / Prêt plurisectoriel
- Icons in red indicate Covid-19 Fast-track loans / Les icônes en rouge indiquent les prêts accélérés COVID-19

Tour d'horizon des prêts de la CEB en 2020